

# « Les migrations sont aussi anciennes que l'histoire de l'homme »

Entretien avec  
Ken Ndiaye

Le parcours de Ken Ndiaye est pour le moins éclectique. Son arrivée à Bruxelles n'a rien à voir avec une quelconque conjoncture économique ou politique, mais tient plutôt de l'échange des cultures



Ken Ndiaye  
Illustration © Philippe de Kemmeter.

En 1982, Bruxelles s'imposait parce que c'était là qu'était implantée la compagnie de Maurice Béjart. Ken Ndiaye se passionne pour les arts de la scène qui le mèneront à l'Insas. Et puis des voyages, des études d'anthropologie à l'ULB, un engagement politique à l'échelle communale, et surtout, des conférences dans le secteur de la coopération.

« En médecine par exemple, l'Occident impose son approche allopathique, mais il ne faut pas oublier que ce n'est pas une approche universelle, qu'elle n'a pas toujours existé. »

**K**en Ndiaye est né au Sénégal. Ses souvenirs ne sont pas empreints de drames politiques ou économiques. Une enfance « normale », en somme. « Je crois que mon village de naissance m'a impacté sans que j'en ai une vision claire, mais ça s'est réveillé quand j'étais dans l'organisation du Festival documentaire sur l'Afrique, organisé à l'époque à l'ULB. J'y ai vu des quantités de films et débattu de beaucoup de questions, dont l'une des principales portait sur l'image désastreuse qu'on donnait de l'Afrique, malgré des intentions altruistes. Cette vision misérabiliste avait in fine pour résultat de produire l'inverse de ce que l'on attendait. On a commencé à se demander comment on pouvait avoir une considération d'ici pour là-bas et même de là-bas pour là-bas, en continuant à leur renvoyer ces images. Ceux à qui on s'adressait ne pouvaient que se dire « *c'est un gouffre, l'aide à l'Afrique. On ne va pas recommencer à les aider, après les colonisations, on a essayé de les civiliser, puis de les 'développer'... Et ça ne va toujours pas, c'est pire...* » Alors qu'il y a la réalité de terrain, que l'Afrique, ce n'est pas que ça, qu'il y a aussi des choses magnifiques et positives que ces images catastrophistes occultent. Une remise en question a alors commencé à s'opérer. C'est de là que date ma volonté de m'impliquer dans le monde des ONG. Mais c'est aussi passé par la musique, il y a eu des années où j'ai fait jusque 100 à 150 concerts pour la récolte de fonds, pour toutes sortes d'organisations. Ce sont probablement les deux repères qui m'ont le plus poussé dans cette voie-là. »

En parallèle à ses activités scéniques, Ken Ndiaye entame des études de sociologie à l'ULB, avec l'idée de nourrir son art d'un maximum de connaissances. Et petit à petit, c'est l'anthropologie médicale qui retient son attention. Une spécialisation qui aiguïsera son regard de « migrant-anthropologue » sur notre société empreinte de mythes et de préjugés à l'égard de l'Afrique.

**Défis Sud :** De la scène à l'anthropologie puis à la coopération, il y a du chemin... Qu'est-ce qui vous a mené là ?

**Ken Ndiaye :** La scène et la musique sont toujours présentes. Mais l'anthropologie, et en particulier l'anthropologie médicale, m'a beaucoup apporté. Au Nord, on regarde le monde, et donc les autres, comme des sujets, d'un point de vue occidental, basé sur le principe du contrôle et de l'expansion. En médecine par exemple, l'Occident impose son approche allopathique, mais il ne faut pas oublier que ce n'est pas une approche universelle, qu'elle n'a pas toujours existé. Un Africain qui va chez un médecin européen n'a pas du tout la même approche qu'un Européen. Le débat culturel n'est jamais loin... Dans les années 80, les malades du Sida étaient aussi stigmatisés, on parlait du groupe des « 4H », les héroïnomanes, les homos, les hémophiles et les Haïtiens... La médecine occidentale, qui se réclame de la science, prétend se soustraire à ces substrats culturels, mais il n'en est rien.

**DS :** Quel est votre regard sur l'Afrique aujourd'hui ?

**KND :** L'Afrique reste encore dans une attitude d'attente d'aide venant du Nord. Que ce soit au niveau financier, mais aussi au niveau des transferts de savoir ou de technologies... Vu du Sud, on est dans des schémas ancrés dans les inconscients des gens qui croient fermement qu'ils ne seront développés que par ces relations avec le Nord : puisqu'il a effectué le parcours que nous souhaitons réaliser, il est en mesure de nous refiler son expérience. Cette pensée est basée sur la conviction de la supériorité de certaines civilisations sur d'autres... En ce qui concerne l'agriculture par exemple. Au Sénégal, il y a eu la « révolution verte », qui avait l'adhésion totale des dirigeants du pays. On était convaincu qu'on allait atteindre, grâce aux plans quinquennaux de développement, des niveaux de mieux-être comparables à l'Occident. Très

« L'Afrique bouge mais on reste encore trop convaincu que l'argent et les ressources doivent venir du Nord. »

vite, on s'est rendu compte que c'était inatteignable. Pourtant on a continué dans ces voies. En même temps, je pense que cette coopération était de bonne foi, même s'il y a eu des erreurs. Pareil pour les plans d'ajustement structurel du FMI dans les années 80: ils n'ont pas été faits dans le but d'appauvrir encore plus les pays pauvres.»

*DS: En tant que migrant du Sud vivant au Nord, votre engagement a-t-il plus de poids ?*

**KND:** C'est clair. L'essentiel des politiques et des réflexions se conçoit ici, au Nord. Avoir accès à eux, c'est avoir accès à une information capitale. Même s'ils travaillent avec des organisations existantes sur place et qu'ils se basent sur des expériences de terrain ensuite.

*DS: Mais condenser les décisions au Nord, est-ce que ça ne risque pas de faire planer sur la coopération la tentation d'un certain « post-colonialisme » ?*

**KND:** Le mot « colonialisme » est un peu trop politique ou polémiste. La question doit plutôt porter sur cette espèce d'altruisme qui est encore très courant au Nord. Quelle en est la motivation ? Il y a bien sûr les « vrais altruistes » de la civilisation, ces héritiers des premiers missionnaires, convaincus d'apporter un « mieux-être » et pas seulement matériel... et puis il y a ceux qui se disent : « Si on les aide à se développer, ça nous sera bénéfique en retour, nous pourrions avoir des échanges commerciaux. » J'entends beaucoup ce discours-là. Et puis enfin, il y a les « cyniques », ceux qui disent : « Il faut assurer notre présence et garantir notre contrôle... car si ce n'est pas nous, ce seront les autres. » Là on peut effectivement parler de vision post-colonialiste...

*DS: Quel rôle vous donnez-vous ici, en Belgique par rapport à votre pays d'origine ?*

**KND:** Ici, il m'a d'abord semblé intéressant de consolider des formes de citoyenneté pour les populations qui viennent de là-bas car si les gens sont bien « intégrés », probablement que leur rapport à l'Afrique sera beaucoup plus intéressant. Mais ça reste un sujet controversé... et ça n'empêche pas de regarder ce qui se passe là-bas. Je pense que les progrès et les changements ne se feront qu'au départ de l'Afrique, je ne crois pas aux prophètes qui viennent de l'extérieur. D'ici, on ne peut agir que de manière extrêmement marginale. Je ne pense pas que faire partie de la diaspora suffise à être plus capable de

mener des projets que n'importe qui d'autre juste parce qu'on vient d'Afrique... Mener un projet ne se limite pas à une expérience de terrain. Il faut aussi des expertises, des connaissances particulières. Cette demande de la diaspora à être impliquée dans les relations Nord-Sud vient du fait que, souvent, elle a l'impression d'être mise de côté, de ne pas être pas aussi légitime que le coopérant, qui lui-même parfois maintient la confusion en s'écartant des expertises pour lesquelles on l'avait envoyé et se fait passer pour « spécialiste de l'Afrique ».

*DS: Donc l'avenir, c'est en Afrique qu'il se jouera, mais pourquoi pas maintenant ?*

**KND:** Chaque année, je vais en Afrique confronter nos regards à ceux de là-bas... et je vois le décalage avec ici. Je crois que l'Afrique bouge mais on reste encore trop convaincu que l'argent et les ressources doivent venir du Nord. Les ressources, ce sont aussi bien le mandat du migrant à sa famille, que les financements, les programmes d'aide... Finalement, ça freine certaines initiatives locales et certains États se font presque passer pour plus pauvres qu'ils ne le sont, pour bénéficier de miettes ! Si on devait s'intéresser de plus près aux économies africaines, on verrait que les PNB sont mal calculés ...

*DS: Et les migrations ? Faut-il espérer les enrayer ?*

**KND:** Le débat n'a pas lieu d'être, car le phénomène n'est pas récent. Dire qu'on a des recettes pour freiner les migrations est tout à fait impossible ! Le gros des migrations se fait d'ailleurs en Afrique. Rien que dans ma région, en Casamance, à la frontière entre la Gambie, la Guinée-Conakry et la Guinée-Bissau, les mouvements de population sont phénoménaux. Dans les années 60-70, quand il y a eu les problèmes politiques en Guinée, il y a eu quasi deux millions de Guinéens qui ont passé la frontière sénégalaise. Il n'y a pas eu de débat sur cette histoire. Ils sont venus, c'est tout. Je n'ai pas vécu cela comme étant une situation difficile à vivre. Ça peut poser problème dans des endroits où il y a de fortes concentrations de population, mais aux frontières au Sénégal, au Mali... les gens ont toujours bougé. Et je crois que c'est un droit qui devrait être inscrit dans la déclaration des droits de l'homme. Mais on s'est limité à dire que l'homme peut se déplacer, s'il se sent en danger quelque part, mais nulle part il n'est



« Il y a aussi la mythologie de la réussite : c'est presque un devoir... mais c'est dévastateur pour l'individu. »

précisé qu'il peut s'installer où il veut... C'est une nuance importante!

*DS: Mais il y a de plus en plus de problèmes liés aux migrations climatiques...*

**KND:** C'est aussi un problème vieux comme la structuration nomade et sédentaire de la société africaine. Les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs ont toujours eu lieu. Ça s'est accentué, mais les gens essaient de trouver des solutions. Et puis, la perception de l'idée de propriété n'est pas la même au Nord qu'au Sud, et même au Sud, elle n'est pas uniforme. Au Sénégal, 80% du territoire appartient à l'État. Aujourd'hui, on est en train d'encourager les gens à devenir propriétaires... et s'ils n'ont pas assez d'argent, ils vendent, jusqu'à la création de latifundia. Et puis il y a le miroir aux alouettes de l'agrobusiness avec des intrants lourds, qui est censé pouvoir sauver des situations ou des économies... Cette conviction reste encore très forte. À tort ou à raison.

*DS: Et pour justifier ces politiques, on utilise les images d'une Afrique exsangue, auxquelles vous faisiez allusion tout à l'heure...*

**KND:** Tout à fait! On va utiliser des images de l'Éthiopie et avec ça, on va faire des campagnes pour «sauver» la Guinée-Conakry, alors qu'il n'y a pas de sécheresse, il pleut, la nature est abondante. On entretient ainsi une confusion de genres et on finit par imprimer dans la tête des gens que la posture du «donnez-nous» est la seule qui va leur permettre de survivre. Même au Sud, s'il y a un secteur social qui a explosé, c'est celui des ONG.

*DS: Mais qu'en est-il des Africains nés ici?*

**KND:** Les gens exercent et prennent les rôles sociaux qu'ils veulent bien exercer. Personnellement, je trouverais agaçant de m'obliger d'être plus solidaire de l'Afrique que la moyenne des Belges. Un exemple: on me demande de faire des prestations gratuites pour l'Afrique. Mais je travaille avec des musiciens professionnels... et on me demande d'être solidaire alors qu'on est déjà dans une solidarité quasi mécanique, où on envoie près de la moitié de notre salaire à l'Afrique, à la famille, en plus d'être des citoyens astreints à toutes les formes de citoyenneté comme les impôts, dont une partie va à la Coopération

au développement. Ils paient ça comme tout le monde et on leur dit: «*Vous avez en plus l'obligation de ...*» Du coup on paie trois fois! Alors on a envie de dire «*laissez faire*»... Mais je le répète, la diaspora n'est pas spécialement mieux placée pour faire de la coopération... Je reste convaincu que l'important est dans l'expertise. Si on vient me chercher pour un projet de génie hydraulique ou de santé au Sénégal juste parce que je suis Sénégalais, quel intérêt? Au mieux je peux donner des infos sur ma région. Ou alors on me demande un avis d'anthropologue, mais là ce n'est plus ma casquette de migrant.»

*DS: Et la perception du migrant du côté Sud?*

**KND:** Pendant trois ou quatre ans, les migrants mettent leur vie sociale entre parenthèses, se privent... pour tout flamber de retour au pays, sur un mois! Ils donnent l'impression d'avoir un pouvoir d'achat bien plus élevé qu'en réalité. Cela provoque une distorsion dans la perception du Nord. Et il y a aussi la mythologie de la réussite: c'est presque un devoir... mais c'est dévastateur pour l'individu. La réalité est bien différente pour le migrant. Lorsque j'ai travaillé au Quai Branly, on a eu une rencontre avec la communauté malienne et notamment les enfants nés en France, lors d'un projet sur l'ouverture des musées d'ethnographie aux populations originaires des régions dont les collections sont présentées. Les jeunes Maliens expliquaient qu'ils avaient l'impression de ne pas faire partie du projet de vie de leurs parents. Ils parlent du pays, de la maison au pays, de leur retour au pays, de l'argent qu'ils envoient au pays... alors qu'eux vivent dans une HLM, sans même avoir de quoi aller au cinéma ou en vacances. C'est bien sûr un mythe, mais qui a des conséquences terribles sur l'organisation de leur vie, rythmée par cette idée, sur les enfants qui entendent parler d'un pays qu'ils n'ont jamais vu, car leurs parents ne se sont pas donnés la peine de leur payer un billet pour y aller. Ils ne peuvent pas adhérer «mécaniquement» à un pays qu'ils ne connaissent pas. Alors, la culture... il faut être honnête, ce sera toujours une élite qui ira au musée... ♦

Propos recueillis par Sabine Schrader